Mustapha Ben Hamza, un captif de la course dans la régence de Tunis : de la servitude au monde des affaires (fin XVIIIe- début XIXe siècle)

Mehdi Jerad

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7308>

DOI : 10.4000/cdlm.7308

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 345-353

ISBN : 978-2-914-561-64-8

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Mehdi Jerad, « Mustapha Ben Hamza, un captif de la course dans la régence de Tunis : de la servitude au monde des affaires (fin XVIIIe- début XIXe siècle) », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 87 | 2013, mis en ligne le 15 juin 2014, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/7308> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.7308>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Mustapha Ben Hamza, un captif de la course dans la régence de Tunis : de la servitude au monde des affaires (fin XVIIIe- début XIXe siècle)

Mehdi Jerad

- 1 La course constituait, au XVIII^e siècle, une source non négligeable en matière d'approvisionnement des marchés tunisiens en « butins humains ». Ces hommes étaient souvent capturés jeunes dans les contrées européennes et asiatiques¹, puis réduits en servitude. Néanmoins, dans certains cas, la reconquête de la liberté était possible². La conversion à l'islam était un moyen pour atteindre cet objectif. Cependant, l'adoption de la religion musulmane était-elle suffisante pour s'intégrer dans la société locale ? Comment ces convertis étaient-ils perçus par le corps social, quel était leur statut juridique ?
- 2 Les fonds de documents fiscaux du *Matjar* (commerce) conservés aux Archives Nationales de Tunisie, d'une part, et les documents juridiques des *Habous* (biens de mainmorte ou *waqf*)³ conservés aux Archives des Domaines de l'État, d'autre part, permettent de reconstituer les conditions de capture et de saisir les modes d'affranchissement, mais également de mettre en lumière les droits dont jouissaient les « esclaves » dans la régence de Tunis. Notre contribution présente le cas de Mustapha Ben Hamza, captif à Tunis entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, et la manière dont il a trouvé sa place dans la société locale.

La question de l'origine d'un converti

- 3 Reconstituer les conditions de captivité de Mustapha Ben Hamza est une tâche difficile, car les données sont lacunaires. Nous savons qu'il faisait partie d'une prise faite par les

bateaux corsaires du bey vers 1778-1780⁴. Détenue au palais du Bardo, ce captif se convertit à l'islam sous le prénom (*ism*) de Mustapha. Le bey l'avait offert à la famille Ben Hamza. Il était courant que le bey offre une partie de son quota de captifs à des particuliers. Au moment où la famille Ben Hamza avait récupéré ce captif, il était encore « esclave » et sans fonction. Force est de constater que l'association du sérail avec la maisonnée d'un notable du Makhzen n'était pas toujours volontaire. Elle pouvait être initiée par les beys, qui répartissaient entre leurs affidés les prises humaines de raids maritimes⁵. Par ailleurs, les documents d'archives, qui ne donnent des informations sur les mamelouks qu'à partir de leur conversion ou au début de leur carrière, ne disent plus rien de lui. L'origine géographique (*nisba*) du converti disparaît aussi après une alliance matrimoniale. En 1783, Mustapha Ben Hamza est mentionné en tant que *kahia* (lieutenant) de l'*udha-bashi* Hassouna Ben Guebrane⁶, le chef de chambrée qui commandait les mamelouks des vestibules⁷. Un an plus tard, lui-même occupe la fonction d'*udha-bashi al-Mamalik*⁸. Ce dernier devait surveiller le palais du Bardo et assurer la sécurité de la personne du bey et de sa famille. Ayant accédé à une telle responsabilité au bout de quelques années de captivité, nous pouvons en déduire qu'il a été capturé à l'âge de vingt ou vingt-cinq ans. Toujours selon les documents d'archives, en 1780, deux grands mamelouks (*al-mamalik al-kibar* ou mamelouks du vestibule)⁹ qui portent le prénom de Mustapha reçoivent chacun 20 piastres de gratification (*thamra*). L'un d'eux pourrait être notre personnage.

4 Au début des années 1780 également, après sa conversion à l'islam, il se marie avec la fille ou la sœur de Radhouane Ben Hamza¹⁰, l'un des représentants commerciaux (*wakil*) au Levant du ministre Youssef Khodja Saheb Ettabâa. C'est sous ce patronyme que Mustapha fait carrière auprès du bey Hammouda Pacha (1782-1814), tout en restant rattaché et identifié par son nom, à son premier maître. Cette nouvelle filiation était tolérée par la relation de patronage (*walâ'*) entre le bey et ses serviteurs¹¹. Cependant, c'est le mariage avec une femme Ben Hamza qui lui permet de s'affranchir. L'islamisation étant la condition obligatoire pour cette alliance, elle l'introduit dans la communauté musulmane. Cependant, l'affranchi islamisé n'est pas considéré comme un « *horr* », c'est-à-dire « libre », un homme franc. La « liberté » s'entend par opposition à « l'esclavage » (« *alabd* » et « *alubudiyya* », c'est-à-dire « l'esclave » et « l'esclavage »). L'affranchi doit attendre quelques générations pour faire oublier ses origines et que sa descendance soit considérée comme « libre ». Un document datant du 2 décembre 1794, renfermant la liste des personnes bénéficiant de gratifications au sein de la *mehalla* (camp), signale que Mustapha Ben Hamza fait partie des mamelouks les plus considérés du sérail¹².

5 En ce qui concerne son origine géographique, les documents *habous* le qualifient de « *ilj* » (non musulman converti à l'islam)¹³ et d'hanafite. Le premier indice renvoie le plus souvent à des captifs originaires de Méditerranée occidentale ou parfois de provinces européennes de l'Empire ottoman. Le second indice, son appartenance hanafite¹⁴ et sa maîtrise de la langue turque¹⁵, milite pour une origine orientale, probablement géorgienne. En effet, l'affaire d'un mamelouk géorgien au service de Hammouda Pacha, relatée par le chroniqueur Ben Dhiaf, atteste de liens affectifs entre le mamelouk et son maître et nous apporte des éclaircissements précieux. Après la mort de Hammouda Pacha, Slim Khodja, d'origine géorgienne, ne put retenir ses larmes en voyant Uthman Bey siéger à la place de son maître. Il demanda à quitter le palais et ce fut Abu Nukhba Mustapha Ben Hamza qui l'accueillit dans sa maison¹⁶. Selon un autre document daté du

21 octobre 1794, Mustapha fut chargé d'apporter une tenue à un mamelouk nouvellement converti, aussi d'origine géorgienne¹⁷. De même que son réseau au sérail, les alliances matrimoniales de ses descendants avec certaines familles accréditent son origine orientale.

Privilèges et fonctions d'un mamelouk du vestibule

- 6 Les registres des dépenses et des recettes du beylik montrent que Mustapha, à l'instar des grands mamelouks et des membres de la famille beylicale, recevait des gratifications, des provisions et fournitures domestiques qualifiées de *shahriyyat* ou mensualités¹⁸. Ainsi, la liste des dépenses de l'année 1809 comprend des *tadhkirât* (quittances de frais ou bons) pour la cuisine du bey, la maison des ulémas, le *bayt khaznadar*, les *bawwabs* (portiers), et pour Mustapha Ben Hamza¹⁹. De façon générale, si les traitements proprement dits de ces mamelouks étaient modiques (trois piastres à la fin du XVIII^e siècle), on leur versait une gratification non négligeable de 50 piastres²⁰. En plus, ils recevaient habituellement un manteau, à l'instar du personnel beylical²¹. En août 1801, Mustapha Ben Hamza était chargé de distribuer, à son tour, des gratifications aux mamelouks²². Son intégration peut s'expliquer également par des compétences indéniables, linguistiques et professionnelles, qui inspirèrent confiance à ses maîtres. Outre sa parfaite maîtrise du turc, il semble avoir été formé aux métiers des armes. Il fut nommé lieutenant. À côté de ses attributions d'*udha-bashi* et de chef de la garde ('*assa*'), il fut chargé d'acheter des munitions pour l'État : des bombes en 1786²³ et, en 1794, de la graisse fondue pour les canons, ainsi que des plateaux métalliques pour la fabrication des fusils. Sa nomination en qualité d'intendant de la poudrière du camp (*wakil khaznet al-barud bi al-mahalla*)²⁴ confirme ses hautes compétences techniques. À ce titre, il contrôlait les stocks des fusils et des armes de l'entrepôt. Vers la fin des années 1780, le bey lui confia la responsabilité de diriger un chantier visant à désensabler le bordj de La Goulette²⁵.

L'intégration à la société locale d'un captif « tunisifié » et ses limites

- 7 Mustapha Ben Hamza apparaît dans nos documents plus comme un affranchi que comme un captif. Sa conversion à l'islam l'a fait changer de catégorie parmi les serviteurs. Un document *habous*, datant de 1867, le qualifie de la façon suivante : « *Mustapha Ben Abdallah min [issu des] al-'alaj [islamisés] ourifa [connu sous le nom de] Ben Hamza udha-bashi mamalik bardou al-Maamour [de l'opulent palais du Bardo]* ». Le personnage semble avoir acquis un nouveau statut social²⁶. Ce document est important, non seulement parce qu'il précise la nouvelle identité de ce mamelouk, mais aussi et surtout parce qu'il révèle que, d'un point de vue juridique, le captif devait porter, fût-ce symboliquement, le sceau de la servitude même s'il jouissait, sur le plan social, de presque tous les droits d'un homme libre. Ainsi, malgré sa conversion et son mariage avec une fille de la famille Ben Hamza, Mustapha était toujours considéré, au milieu du XIX^e siècle, comme un dépendant, ce qui reflète une profonde inégalité et les limites de son intégration au sein de la famille Ben Hamza et au sein de la société citadine.

- 8 Les discours des principaux acteurs sociaux regorgent de termes permettant d'avoir une idée précise sur la façon dont la société locale de l'époque appréhendait les captifs affranchis. Nous trouvons, par exemple, quelques formules élogieuses des beys précédant l'*ism* ou prénom telles que « *Muhibbu-nâ* » (notre dévoué) Mustapha Ben Hamza²⁷. Ce qualificatif montre bien que son titulaire est un familier influent, inséré dans les rouages du pouvoir. La possibilité de frayer avec le bey et la cour est un privilège dont le vocabulaire archivistique souligne la valeur, la faculté d'entrer en contact avec le bey et l'influence sociale allant de pair²⁸. Le deuxième terme employé pour qualifier ce mamelouk est le titre de *Sî*, forme abrégée de *Sayyid* qui est une marque de politesse et de déférence associée à la fonction ou au statut d'une personne. Nous le retrouvons d'ailleurs dans les sources archivistiques de la période ottomane²⁹. L'historienne Isabelle Grangaud a suivi l'usage et l'évolution de ce titre à Constantine. Elle remarque que son usage n'était pas l'apanage de la caste politique ou religieuse et qu'il est devenu progressivement populaire, surtout aux XVIII^e et XIX^e siècles. Elle précise également que ce tournant onomastique est le signe de mutations plus profondes liées à la défense ou à la revendication de privilèges associés à l'appartenance locale³⁰ d'une élite urbaine d'origine ottomane installée dans la régence d'Alger depuis longtemps. En ce qui concerne la régence de Tunis, nous voyons que le titre de *Sî* fut l'apanage des hauts dignitaires politico-militaires, ainsi que celui d'un certain nombre de mamelouks vivant dans le pays depuis plusieurs décennies. Parmi ces mamelouks « tunisiés », nous trouvons *Sî Mustapha Arnaout*, *Sî Ahmed Djeziri Agha*, *Sî Mustapha Ben Hamza*, *Sî Ali Spagnoul*, etc.³¹. Accolé à l'*ism* du mamelouk, ce titre traduit son enracinement dans le tissu social urbain. Il reflète aussi un certain état d'esprit qui met sur le même pied d'égalité les mamelouks affranchis et les hommes libres.
- 9 Un autre signe d'enracinement au sein de la cour et dans la régence de Tunis, est l'adjonction à l'*ism* d'un qualificatif ou *kuniya*. La lecture attentive du livre du chroniqueur Ben Dhiaf permet de mieux saisir l'inscription sociale de Mustapha, qualifié en 1795 d'« *Abu Nukhba Mustapha Ben Hamza* »³². Ce qualificatif qui restitue une relation de paternité, indiquerait aussi, concrètement, l'affranchissement du mamelouk et son insertion dans la famille du protecteur³³. Celui qui porte cette particule a pu bénéficier d'une manumission et fonder sa propre famille.
- 10 Après sa conversion à l'islam, Mustapha Ben Hamza jouissait de certains privilèges en tant qu'agent de l'État et serviteur du Makhzen. Nommé *udha-bashi al-Mamalik* au début du règne de Hammouda Pacha, il supervisa, à ce titre, l'opération de conversion des mamelouks. En 1786, deux mamelouks dont l'un était artilleur, canonnier d'origine française³⁴ se convertirent à l'islam sous son contrôle. Mustapha devait reprendre ce poste en 1831-1832, mais à la tête des mamelouks du vestibule, sous le règne de Hassine bey³⁵. Entre temps, il avait acquis le droit de se déplacer librement, en dehors du palais, tout en préservant ses relations avec la cour beylicale. Vers la fin du XVIII^e siècle, sa carrière avait pris de l'importance puisqu'il lui fut confié la responsabilité de représenter diplomatiquement le bey à Constantinople, à Alger et dans la régence de Tripoli, offrant des présents³⁶ en son nom. Dans la première décennie du XIX^e siècle, Mustapha élargit ses activités au domaine commercial et parvint à y associer son fils Ali³⁷. Il est vraisemblable que cette entrée dans le monde des affaires ait été facilitée par son gendre Radhouane Ben Hamza, l'un des *wakils* du ministre Youssef Khodja Saheb Ettabâa : en tant que son représentant commercial au Levant, Radhouane se rendait souvent à Smyrne³⁸ et dans d'autres places commerciales pour faire le commerce des

chéchias. Mustapha Ben Hamza, quant à lui, dirigea des opérations commerciales pour le compte du bey : notamment, il exporta du blé à destination de l'Espagne et de Raguse au début du XIX^e siècle³⁹, tout en gérant les affaires personnelles du bey à Alger. L'engouement de ce mamelouk pour les activités commerciales se traduisit par l'acquisition de la *wakala* (régie ou intendance pour le gouvernement) de Tebourba et de Testour, entre 1791 et 1804, afin de diriger la collecte de la récolte des olives dans ces localités⁴⁰. L'année suivante, en 1805, il fut désigné comme caïd de Tebourba⁴¹.

- 11 Autre preuve de l'inscription géographique du mamelouk dans la régence, il réussit à nouer des relations avec la famille Ben Ayed, une des plus grandes familles de fermiers des impôts de la fin du siècle. Ainsi, en 1797-1798, il fut chargé de réparer les pressoirs de Tebourba dont le propriétaire était l'un de leurs descendants⁴². De même, on lui confia la mission d'apporter des tenues pour les mamelouks et de contrôler certains chantiers beylicaux. L'intégration par le mariage, souvent voulue par le maître qui accueillait le néo-musulman au sein de sa famille⁴³ constituait parfois une aubaine pour le captif affranchi⁴⁴, puisqu'il avait la possibilité de fonder sa propre famille, et de léguer son patronyme. Ce fut le cas de Mustapha Ben Hamza.

Arbre généalogique de la famille de Mustapha Ben Hamza au XIX^e siècle⁴⁵

- 12 Nous n'avons aucune information sur les descendants des deux filles de Mahmoud Ben Hamza, alors que nous savons que son fils Ali a eu un fils qui porte le même prénom et qui avait deux épouses et dix enfants. De la première, Aïcha Bent (fille) Othman al-Khayati, il a eu sept enfants, quatre garçons (Mohamed, Slim, Mustapha, Ahmed) et trois filles (Fatma Hlima et Khadouja). De la seconde épouse, Khaizourana, il engendra Mahmoud et deux filles, Zleikha et Mna.
- 13 Il ressort de son arbre généalogique que les descendants de Mustapha Ben Hamza contractèrent des alliances matrimoniales avec des familles tunisoises ou avec des

familles allogènes. La facilité avec laquelle ce mamelouk s'est intégré à la ville de Tunis paraît surprenante : il y était perçu comme un homme libre (*horr*), jouissant des mêmes libertés que les autres hommes libres. Un document datant de 1806⁴⁶ confirme que Mustapha Ben Hamza, Soliman Kahia et d'autres captifs étaient assimilés à des « Tunisiens » (*touanssa*) et non à des mamelouks. En revanche, en 1831-1832, soit plus de cinquante années après l'arrivée de leur grand-père à Tunis, les petits-enfants de Mustapha Ben Hamza (Ali, Slim et Mohamed) sont encore qualifiés de « mamelouks du vestibule »⁴⁷. Mustapha n'a donc pas pu transmettre son rang à ses descendants ni son statut social⁴⁸. Son intégration sociale n'a pas été achevée.

- 14 Par ailleurs, Mustapha Ben Hamza amassa une fortune dont il put faire bénéficier, en partie, ses descendants. Il possédait six boutiques, un *uluw* (étage d'une construction à entrée indépendante) et un *makhzen* (magasin) situés à l'intérieur de la ville de Tunis, près du souk al-Cheberlia, jouxtant la maison de famille de son maître Ben Hamza. Nous ignorons cependant quand et comment il put acquérir ces biens immobiliers. Mais, ce qui nous semble le plus important, est la capacité de Mustapha à fonder une maisonnée et à acquérir des biens au sein même de la capitale tunisienne, ce qui atteste une volonté d'enracinement dans l'espace urbain. L'examen de la transmission des biens de Mustapha à ses descendants corrobore l'idée d'une intégration progressive. Cette succession ne semble pas obéir entièrement aux règles successorales en vigueur dans la société locale. Sa femme étant morte avant lui, ses héritiers furent ses enfants et ses petits-enfants. Pour garantir à ses petites-filles la transmission d'une partie de ses biens, il eut recours à une *wassiyya*, c'est-à-dire une recommandation. La *wassiyya* était employée le plus souvent pour infléchir le cours normal de l'héritage et révèle la stratégie adoptée pour la circulation des biens dans la société. Dans notre cas, le donateur a cédé la moitié de ses biens à une seule femme – ce qui était différent du régime du partage successoral courant, qui comportait une donation (après décès) qui ne pouvait pas dépasser la valeur du tiers des biens. Cette donation accordait à Halima, la fille d'Ali Ben Hamza, la moitié des biens concernés par le document⁴⁹, l'autre moitié étant léguée aux autres filles de son fils.

Conclusion

- 15 Le profil de ce captif n'est certainement pas unique dans la régence de Tunis aux XVIII^e et XIX^e siècles. Mais il nous paraît tel un miroir à deux faces. D'un côté, il montre un islamisé capable non seulement d'accéder à différentes charges administratives et de connaître la réussite professionnelle, mais aussi de se faire une place dans la société tunisienne, d'y faire fortune, d'y fonder une famille et une maisonnée, et d'y être reconnu comme un homme libre. L'autre face du miroir montre les limites de l'affranchissement, qui constitue une étape nécessaire mais non suffisante pour une complète intégration. La mémoire sociale ne gomme pas le souvenir des origines serviles non musulmanes, ou de toute condition autre que celle d'homme libre. Plusieurs générations sont nécessaires pour parvenir à ce qu'un individu affranchi de la captivité corresponde pleinement aux normes de sa société d'adoption. Entre-temps, il est obligé de recourir à différentes stratégies de protections, d'insertions personnelles et familiales.

NOTES

1. . Il convient de souligner que l'apport en esclaves des contrées asiatiques ne se faisait pas par le biais de la course, mais par des systèmes d'achats sur les marchés d'esclaves ou parfois de razzias aux marges de l'Empire ottoman.
2. . Sadok Boubaker et André Zysberg (dir.), *Contraintes et libertés dans les sociétés méditerranéennes aux époques moderne et contemporaine*, Tunis-Caen, FSHST-CRHO, 2007, p. 176.
3. . Nous avons pu suivre l'itinéraire de ce captif grâce à un ensemble de transactions ou de transferts de propriétés consignés dans un acte notarié relatif à des biens waqf (habous) conservés aux archives des domaines de l'État. À ce titre, l'acte nous fournit une description détaillée des biens, objet de la constitution, situation, superficie, limites. En cas d'héritage, on précise de quelle manière le disposant a hérité et de qui. De même, le nom des anciens propriétaires, du vendeur et des témoins sont également mentionnés. Certes, ce qui prime ici, c'est que ce genre de document accorde une importance majeure aux origines géographiques et ethniques des individus, ainsi qu'à leur statut socioprofessionnel. Archives du Ministère des Domaines de l'État (désormais AMDE), Ezzahra, carton 89, « habous collectifs ».
4. . Archives Nationales de Tunisie (désormais ANT), registre 220, p. 12 en 1780 ; registre 243, p. 25 en 1786.
5. . M'hamed Oualdi, *Serviteurs et maîtres, les Mamelouks des beys de Tunis du xvii^e siècle aux années 1880*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 141.
6. . ANT, Registre 3639 et registre 233, p. 11. Sur les Ben Guebrane qui exercèrent de nombreuses fonctions makhzénienues, voir M'hamed Oualdi, *Serviteurs et maîtres...*, op. cit., p. 307 ; Mohamed Faouzi Mosteghanemi, *Balat bardou zamana hammouda basha (1782-1814) [La cour du Bardo au temps de Hammouda Pacha]*, Thèse de Doctorat, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis, 2007, t. 1, p. 215 et 348.
7. . C'est sous le contrôle de l'udha-bashi que se produisait l'islamisation des mamelouks.
8. . ANT, registre 233, p. 96.
9. . ANT, registre 220, p. 12.
10. . ANT, registre 2338, sans pagination.
11. . Mohamed Faouzi Mosteghanemi, *Balat bardou...*, op. cit., t. 1, p. 221.
12. . ANT, registre 279, p. 203.
13. . AMDE, Ezzahra, carton 89, « habous collectifs ».
14. . L'école hanafite, l'une des quatre écoles canoniques de l'islam, fut adoptée par les Turcs, maîtres du pays (celle des autochtones étant l'école malékite). Le qualificatif « hanafite » qui s'est généralisé dans la seconde moitié du xviii^e siècle, désignait un groupe social (les Turcs du pays) tout en conservant le sens rituel. Voir Sami Bargaoui, « Des Turcs aux Hanafiyya, la construction d'une catégorie "métisse" à Tunis aux xvii^e et xviii^e siècles », *Annales Histoire, Sciences Sociales*, n° 1, janvier-février 2005, p. 218.
15. . Ahmed Ibn Abil Dhiaf, *Ithaf ahl-zaman bi-akhbar Muluk Tunis wa' Ahd al-amân*, Tunis, Maison Tunisienne de l'Édition, 1989, t. 3, p. 40, en référence à la mission tunisienne envoyée à Constantinople en 1795 et présidée par Youssef Khodja Saheb Ettabâa.
16. . Ahmed Ibn Abil Dhiaf, *Ithaf ahl-zaman...*, op. cit., t. 7, p. 113, biographie de Slim Khodja.
17. . ANT, registre 279, p. 30.
18. . ANT, registre 360, p. 26 ; registre 2216, p. 120.
19. . ANT, registre 358, p. 150.
20. . M'hamed Oualdi, *Serviteurs et maîtres...*, op. cit., p. 101-102.
21. . ANT, S.H., carton 173, dossier 929, document 21, en 1837-1838.

22. . ANT, registre 317, p. 16.
23. . ANT, registre 243, p. 55, 112, registre 233, p. 96.
24. . ANT, registre 279, p. 32 et 52.
25. . ANT, registre 111, p. 419 ; registre 279, p. 20.
26. . AMDE, carton 89, « habous collectifs ». Le fondateur du bien habous était Ali Ben Abdelrahmane Ben Ayed, caïd de l'Aradh. La première partie de l'acte est consacrée à l'historique du bien. Le caïd Ben Ayed acquiert des biens à l'intérieur de la ville de Tunis appartenant aux héritiers de Mustapha Ben Hamza.
27. . À titre d'exemple, ANT, Registre 2330, sans pagination, en 1805.
28. . André Demeerseman, Aspects de la société tunisienne d'après Ibn Abil-Dhiaf, Tunis, éditions de l'I.B.L.A., 1996, p. 48.
29. . ANT, Série Historique, carton 186, dossier 1055 bis, doc. 52. Le registre n'est pas daté, mais il remonte probablement au début du xix^e siècle. Ce document dresse une liste de captifs napolitains qui étaient détenus à Tunis par le bey et ses associés, parmi eux figure Sî Mustapha Ben Hamza.
30. . Isabelle Grangaud, « Le titre de Sayyid ou Sî dans la documentation constantinoise d'époque moderne : un marqueur identitaire en évolution », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 127, 2010, p. 59-75.
31. . ANT, Série Historique, carton 186, dossier 1055 bis, doc. 52. C'est un document non daté qui donne une liste de personnages, parmi lesquels figure le nom de Mustapha Ben Hamza, ce qui permet de dire que c'est un document des années 1804 ou 1805.
32. . Ahmed Ibn Abil Dhiaf, *Ithaf ahl-zaman...*, op. cit., t. 3, p. 40.
33. . Jacqueline Sublet, *Le voile du nom. Essai sur le nom propre arabe*, Paris, PUF, 1991, p. 39-56.
34. . ANT, registre 243, p. 68 et 98.
35. . ANT, registre 3642, sans pagination. En fait, il s'agit ici d'une dégradation pour ce captif, car les mamelouks du vestibule n'étaient pas censés attendre une place au sein de la famille princière. Ils s'assimilaient à d'autres troupes armées du palais (comme les spahis et les hambas) pour surveiller les portes du palais, porter des missives ou servir d'escorte. En revanche, les mamelouks du sérail vivaient au plus près des beys, de leurs familles et des dignitaires beylicaux. Ils pouvaient ainsi accéder plus facilement à de hautes charges administratives, politiques et militaires.
36. . ANT, registre 275, p. 12, registre 286, p. 108.
37. . ANT, registre 2330 et 2331.
38. . ANT, registre 2338, sans pagination.
39. . ANT, registre 2330.
40. . ANT, registre 284, p. 18 ; registre 285, p. 32.
41. . ANT, registre 291, p. 36.
42. . ANT, registre 285, p. 150.
43. . Le document habous cité plus haut souligne la possession par la famille Ben Hamza d'une maison à Driba, soit à l'intérieur de la ville de Tunis et à côté des biens appartenant à Mustapha Ben Hamza.
44. . Bartolomé Bennassar et Lucile Bennassar, *Les chrétiens d'Allah, l'histoire extraordinaire des renégats xvi^e-xvii^e siècle*, Paris, Perrin, 1989, p. 417. Les documents habous attestent des liens d'allégeance entre Mustapha et les Ben Ayed ; c'est pourquoi une question s'impose : est-ce que les Ben Ayed ont poussé ce captif à se marier avec la fille Ben Hamza ?
45. . AMDE, carton 89, « les habous communs ».
46. . ANT, Série Historique, carton 186, dossier 1055 bis, doc. 127, liste, en langue italienne, des particuliers tunisiens possédant des captifs et réclamant leur prix de rachat.
47. . ANT, registre 3642.
48. . David Ayalon, *Le phénomène mamelouk dans l'Orient islamique*, Paris, PUF, 1996, p. 25-26.

49. . AMDE, Carton 89. Tous les biens de Mustapha Ben Hamza furent achetés par la suite par Ali Ben Ayed, caïd de l'Aradh. En 1867, ce dernier les mit en Habous en faveur de la zaouïa tijania, près des boutiques Achour, à l'intérieur de la ville de Tunis.

RÉSUMÉS

Ce travail aborde deux questions : le statut concret du converti à l'islam et sa perception par la société d'accueil, ainsi que les possibilités réelles de l'intégration des anciens captifs, islamisés et affranchis. L'exemple de Mustapha Ben Hamza, étudié ici, montre d'abord la difficulté documentaire que rencontre l'historien pour la reconstitution de ces itinéraires, mais démontre surtout que la conversion seule ne suffit pas à donner à l'ancien captif le statut d'homme libre. Ni les fonctions makhzéniennes, ni l'enrichissement, ni le mariage ne font du converti l'égal de l'homme né libre. L'intégration est une question de générations et d'étapes successives.

This article address two questions: the status of converts to Islam and host societies' perception of them, in addition to the real possibilities for former captives, both Muslim and freemen, to integrate. The example of Mustapha Ben Hamza, which we present, shows how difficult documentary reconstruction of these itineraries can be. More important, it shows that conversion alone was not enough to give former captives the status of freemen, and nor were Makhzen functions, wealth, or marriage. Integration was something that took place only over many generations.

INDEX

Keywords : captive, Mamluk, conversion, freemen, integration

Mots-clés : captif, mamelouk, converti, affranchi, intégration

AUTEUR

MEHDI JERAD

Mehdi Jerad est actuellement maître-assistant à la faculté des lettres et des sciences humaines de Sousse, après avoir été en poste aux Archives nationales tunisiennes. Il est membre du laboratoire Histoire des économies et des sociétés méditerranéennes dirigé par Sadok Boubaker et il participe à un programme de recherche sur Les figures de l'intermédiation marchande en Europe et dans le monde méditerranéen (xvi e-xxi e siècle) : consuls et agents consulaires coordonné par Arnaud Bartolomei (CMMC). Il a présenté, édité et annoté « Traités et accords diplomatiques entre la Tunisie et les puissances occidentales au xixe siècle », Les Cahiers des Archives, 2012, et « Traités et accords diplomatiques entre la Tunisie et les puissances occidentales (1626-1955) », Les Cahiers des Archives, 2011. Il a également publié Les familles du Makhzen dans la régence de Tunis à l'époque hussaynite (1705-1881), Tunis, publications des Archives nationales et de la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, 2011 (texte en arabe).